

En même temps, le Canada et d'autres pays reconnaissent que le régime en place à Phnom Penh représente davantage qu'une des quatre factions. Il semble avoir, ces dernières années, gouverné de façon satisfaisante, et le bilan qu'il présente dans la plupart des domaines est de loin supérieur à celui du gouvernement Khmer Rouge qui l'a précédé. On ne peut en trouver meilleur exemple que du côté des droits de l'homme et du respect fondamental de la vie humaine.

Le processus de paix a franchi une autre étape la semaine dernière, avec la rencontre à Paris des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Cette rencontre a permis aux mentors de chacune des factions Cambodgiennes ennemies de s'entendre, pour la première fois, sur un nombre important d'éléments. Leurs vues ont été résumées dans un communiqué en 16 points, où l'accent est mis sur une contribution plus importante des Nations Unies dans le règlement du problème Cambodgien.

La décision de la Chine de souscrire au communiqué est une concession majeure et donne à penser qu'elle pourrait, après avoir longtemps insisté pour que les Khmers Rouges jouent un rôle clé dans un gouvernement intérimaire, faire volte-face et abandonner cette idée. Cette ouverture de la part de la Chine, principal allié des Khmers Rouges, est important si l'on veut que ceux-ci coopèrent au processus d'établissement de la Paix.

Comme je l'ai déjà dit, nous souhaiterions tous ne pas avoir à traiter avec les Khmers Rouges. Malheureusement, ceux-ci constituent toujours, sur le plan militaire, une réalité avec laquelle il faut composer, et ils dominent à cet égard les deux autres factions de la résistance. Les exclure à priori du processus de paix ne leur laisserait d'autre choix que de poursuivre la guerre civile. Nous devons au contraire trouver un moyen de les intégrer à ce processus, tout en les privant des moyens soit de faire la guerre, soit de prendre le pouvoir et de replonger le Cambodge dans l'enfer qu'il a connu sous Pol Pot.

Les prochaines semaines seront cruciales, au cours desquelles les détails du rôle éventuel des Nations Unies feront l'objet de plus amples discussions, tout comme d'ailleurs les solutions possibles à d'autres problèmes clés, par exemple le cessez-le-feu et les arrangements pendant la période de transition. Le Canada participe activement à ce processus.

Si les parties Cambodgiennes devaient retourner à la table de négociations avec la même souplesse et la même détermination dont ont fait preuve à Paris les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, il est probable alors que la prochaine étape serait la reprise de la conférence de Paris.